



Lueurs d'espoir : Le Canada et l'Année internationale de la paix

Voici des extraits d'une allocution portant sur le thème de l'Année internationale de la paix, prononcée par l'ambassadeur canadien au désarmement, M. Douglas Roche, le 10 mars dernier, à Edmonton.

« Les Nations Unies ont proclamé 1986 Année internationale de la paix. Qu'est-ce que cela signifie ? Et qu'est-ce que cela signifie pour le Canada ?

L'Année internationale de la paix est essentiellement un défi lancé aux gouvernements et aux peuples du monde afin de les amener à mieux se concentrer sur les multiples dimensions de la paix — le règlement des différends, le développement économique et social, les droits de l'homme, l'élimination de la discrimination raciale, ainsi que les questions traditionnelles du désarmement et du contrôle des armements.

La paix ne peut plus être définie comme l'absence de guerre, même si la prévention d'une guerre nucléaire se situe au premier rang des priorités.

La paix ne consiste pas simplement à réduire les armements, même si les mesures de désarmement sont essentielles.

La paix consiste aussi à assurer la sécurité à l'humanité, de sorte que les peuples du monde entier puissent vivre à l'abri de la menace d'une guerre, sans crainte de violations des droits de l'homme, et libres de disposer d'eux-mêmes pour parvenir au progrès économique et social.

La paix est donc un objectif merveilleux à de nombreux égards.

Il ne faut pas s'attendre à ce que cet objectif soit atteint d'ici le 31 décembre 1986. Ce n'est pas le but de l'Année internationale de la paix dont l'idée est plutôt de faire progresser les grandes questions internationales à l'ordre du jour, tout en continuant de faire du monde une communauté unie et de resserrer les liens entre tous les peuples.

La prise de conscience du fait que la planète est un territoire commun, avec des risques communs, mais aussi des possibilités communes, constitue le véritable message de l'Année internationale

de la paix. Elle fait de la paix un système de valeurs. Cela est un net progrès dans la pensée mondiale. Et ce progrès constitue une lueur d'espoir pour l'humanité qui a été trop longtemps désemparée et frustrée dans sa quête d'une sécurité durable pour l'homme.

En co-parrainant la résolution des Nations Unies qui fait de 1986 l'Année internationale de la paix, le Canada a démontré toute l'importance que la paix représente pour les intérêts dans le monde actuel.

C'est comme si la politique mondiale tournait autour de deux axes — les relations Est-Ouest et les relations Nord-Sud.

Les relations Est-Ouest ont été marquées par 40 ans de tensions, de course effrénée aux armements et de mésentente croissante. La définition des relations Est-Ouest repose maintenant sur les redoutables arsenaux nucléaires destructifs des deux superpuissances.

Les relations Nord-Sud ont été caractérisées par des décennies de privations — famine, exode et maladie. La définition des relations Nord-Sud repose aujourd'hui sur les écarts prononcés entre les ressources et les possibilités d'une petite minorité privilégiée vivant dans la prospérité, et celles d'une vaste majorité vivant dans le complet dénuement.

La gestion de ces deux groupes de relations constitue le point de départ des efforts qui mèneront à la paix. Les relations Est-Ouest sont axées sur la limitation et la réduction négociées des armements et sur les mesures de confiance; les relations Nord-Sud sont axées sur le sain développement économique des nations les plus pauvres du monde.

Le *Rapport des Nations Unies sur la situation sociale dans le monde, 1985*, nous révèle certains faits qui nous éclairent sur ce que nous devons faire pour atteindre ces objectifs :

— En 1984, les dépenses militaires mondiales ont été de 800 milliards de dollars — approximativement 130 \$ par personne (homme, femme ou enfant), ce qui équivaut à un peu plus du revenu

moyen dans de nombreux pays en développement.

— En 1980, les dépenses militaires des pays développés ont été dix fois plus importantes que le budget de la santé des pays en développement.

— Le prix d'un seul sous-marin nucléaire correspond au budget de l'éducation de 23 pays en développement où l'on compte 160 millions d'enfants d'âge scolaire.

Le contrôle des armements est une question très complexe, technique et avant tout politique. S'il est facile de préconiser l'élimination des armes nucléaires dans le monde — plusieurs propositions ont été faites depuis le Plan Baruch de 1946, il est très difficile de trouver un moyen de négocier une réduction à des niveaux acceptables fondée sur l'égalité et la sécurité égale.

Le Secrétaire général Gorbatchev et le Président Reagan ont pris une importante initiative en ce sens lors de leur rencontre au Sommet en novembre 1985. Dans leur déclaration commune, les leaders ont convenu qu'« il est impossible de gagner une guerre nucléaire et qu'il faut l'éviter à tout prix ». De même, ils ont recensé plusieurs efforts à faire dans l'intérêt commun des États-Unis et de l'URSS, notamment :

— accélérer les travaux menés dans le cadre des pourparlers sur les armes nucléaires et l'espace, qui ont débuté en mars 1985;

— renforcer le Traité sur la non-prolifération;

— accélérer les efforts mondiaux en vue de la conclusion d'une convention efficace et vérifiable interdisant le recours aux armes chimiques;

— travailler à l'issue positive des pourparlers de Vienne sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces (MBFR) et de la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et le désarmement en Europe.

Il est fondamental d'établir et de maintenir un dialogue politique au plus haut niveau afin de créer un terrain d'entente entre l'Est et l'Ouest.